

Les Allobroges Savoyards

Bimensuel départemental du PCF - N° 891 - mardi 7 janvier 2014

Editorial

2014, une année de forte mobilisation militante

En vous présentant nos meilleurs vœux pour 2014, nous savons que ce sera une année de forte mobilisation militante. Il y aura les élections municipales (*dont la préparation a entraîné des difficultés au sein du Front de gauche*), puis les élections européennes (*aujourd'hui organisées sur la base de grandes régions sans aucune cohérence, au détriment de la proportionnelle qui prévalait démocratiquement au début*). Les communistes vont poursuivre leur campagne pour dénoncer le coût du capital et exiger l'annulation de la hausse de la TVA. Des affiches sont à la disposition des militants (*voir la photo ci-contre*). **Devant l'ampleur des tâches, le conseil départemental du PCF a appelé toutes les sections à organiser des assemblées générales de rentrée.**

En Savoie, deux pétitions sont proposées à la signature des citoyens, l'une exigeant leur consultation avant toute modification de l'organisation territoriale, l'autre exigeant l'annulation du projet de hausse des tarifs des transports scolaires, projet voté par le conseil général malgré l'opposition des deux élus du Front de gauche. Un rassemblement sera organisé devant le Château des Ducs à Chambéry lorsque le conseil général voudra entériner définitivement la hausse des tarifs des transports scolaires. Les deux pétitions ont déjà recueilli de nombreuses signatures et cela devrait continuer.

La bataille pour montrer le coût du capital va de pair avec la dénonciation du dogme libéral sur «*le coût du travail*». En effet, trois décennies de mensonges patronaux ont introduit dans la pensée collective l'idée que la valeur était le capital, et non le travail vivant. Or c'est le travail qui crée les richesses,

Sommaire :

Editorial - La Valls des cantons, un tango «à la Pasqua» - Le Mouvement de la Paix fait le point - Grève à l'Esat d'Albertville - Marie-Christine Vergiat rend compte de son mandat - Deux livres à lire - Allos sports - La démocratie dans les regroupements territoriaux - L'action s'amplifie contre la hausse des tarifs des transports scolaires - Santé : une lettre au Préfet.

**NON à la
hausse
de la TVA**

**TAXONS
le capital**



et c'est le capital qui en est le prédateur.

Pour baisser «*le coût du travail*», au nom de la compétitivité, le patronat pratique la course à l'allègement des effectifs, aux emplois précaires et peu qualifiés, aux licenciements boursiers. Les conséquences en sont l'accroissement de la misère et le blocage économique du pays.

Le dogme du «*coût du travail*» recoupe celui du coût des services publics qu'il faudrait à tout prix «*dégraissier*». Or, au sein même du FMI et des instances européennes, on constate que la mise en pratique de ces dogmes a pesé sur la croissance et mène les pays dans le mur. C'est une vis sans fin qui creuse un trou sans fond... L'OCDE estime ainsi que la politique d'austérité a coûté 2,4 points de PIB à la France en 2013. Seule la défense forcenée de ses intérêts de classe par la bourgeoisie explique que les choses continuent dans ce sens. Que François Hollande ne s'en aperçoive pas pose de lourdes questions. Car c'est en faisant reculer l'emprise du capital sur la société qu'on sortira de la crise. Tout le Front de gauche partage ce constat évident. C'est d'ailleurs sur cette base qu'il a repris l'initiative et que les communistes abordent 2014.

Alain Dupenloup

Savoie

La Valls des cantons, un tango « à la Pasqua »

Le bas peuple des électeurs savoyards est informé par la presse (*DL du 26 décembre*) des oukases du ministère de l'Intérieur et du corps préfectoral pour mettre en musique le charcutage de nos cantons et le changement du mode électoral voulus par Manuel Valls (*véritable « petit-fils » spirituel de Charles Pasqua dans ce domaine...*).

Ce chamboulement est mené au nom de la parité et du soi-disant « surnombre » de conseillers généraux (**37 en Savoie**), alors qu'avec la « réforme » imposée par le pouvoir il y aura demain **38** conseillers départementaux dans 19 nouveaux cantons ! Ce charcutage, censé également assurer une égalité démographique entre les cantons, ne l'assure pas (*Il y a des écarts allant du simple au double !*), mais assure à coup sûr le monopole PS – UMP en éliminant d'avance tout élu des formations minoritaires qui n'accepterait pas de se fondre dans des alliances électoralistes et contre-nature.

Par exemple, le nouveau canton de St Jean-de-Maurienne devrait regrouper ceux de St Jean et de **La Chambre**, tandis que le nouveau canton de St Pierre d'Albigny regrouperait ceux de St Pierre, de Chamoux... et d'**Aiguebelle**, bien sûr ! Voilà comment éclater (*au mépris de toute cohérence*) les forces du Front de gauche sur deux cantons ancrés à droite, mais convoités par le PS (*Il n'y aura plus que deux cantons en Maurienne, alors qu'il y en a six à ce jour*).

D'autres extravagances géographiques sont aussi à noter, avec le futur canton de Yenne s'étirant de St Genix à Motz, ou celui de Pont-de-Beauvoisin allant de St Pierre-d'Entremont à Nances en passant par St Sulpice ! Une telle « *décentralisation* » affectera aussi les futures communautés de communes. Et, face à ces diktats de la place Beauvau, **le conseil général ne pourra qu'émettre un avis consultatif**.

Le conformisme libéral de la politique mise en œuvre par le gouvernement Hollande Ayrault, tout comme celui qui a imprégné le précédent gouvernement Sarkozy Fillon, devait fatalement se traduire par un tripatouillage électoral qui satisfasse les deux camps, malgré des oppositions internes (*de façade*) exprimées ici ou là. Il n'est plus question pour eux de démocratie, il leur faut impérativement guider le bulletin de vote des électeurs vers un consensus austéritaire et libéral.

Maurice Jarre

Chambéry

Concert de solidarité de RESF le 17 janvier, à 20h, au Scarabée.

Le réseau « *Education sans frontières* » organise un concert de solidarité le vendredi 17 janvier, à 20h, dans la salle du Scarabée de Chambéry-le-Haut avec le groupe musical HK.

Pour « *donner un coup de main* » ou tout simplement s'informer, contactez le 06 87 58 77 46 (*numéro de Sarah Hamoudi Wilkowsky*), ou le 04 79 68 91 65 (*téléphone du SNUipp-FSU 73*), ou consultez le site <http://www.snuipp.fr/>.

Cevins, samedi 25 janvier, convivial repas des amis de la presse communiste

Le 25 janvier, à midi, dans la salle des fêtes de Cevins, aura lieu le traditionnel repas **sur invitation** des amis de la presse communiste (*une participation financière est souhaitée*).

Pour tout renseignement, il convient de s'adresser au 04 70 32 03 90 avant le 21 janvier.

L'initiative se déroulera ainsi : à 11h30, assemblée générale de l'association, à 12h apéritif, à 12h30 repas choucroute puis après-midi danses (*avec Philippe*).

La rédaction des Allobroges savoyards souhaite une bonne et heureuse année à tous ses lecteurs !

LES ALLOBROGES SAVOYARDS

Bimensuel départemental du PCF
326 avenue Alsace Lorraine - 73000 Chambéry
Directeur de la publication :
Alain Dupenloup
Commission paritaire 0215 P 11348
Tél. 04 79 62 04 13 - Fax : 04 79 62 17 51

Imprimé par nos soins

BULLETIN D'ABONNEMENT POUR 1 AN

Nom - Prénom :

Adresse :

22 euros

à renvoyer avec le règlement à :

Abonnement

Soutien à partir de 30 euros

Les Allobroges Savoyards, 326 avenue
Alsace Lorraine, 73000 Chambéry.

Réabonnement

Avant-pays savoyard

Le comité du mouvement de la Paix a fait le point sur la situation internationale

Réunis en AG à la mi-décembre, les pacifistes de l'Avant-pays ont rendu un vibrant hommage à Nelson Mandela (prix Nobel de la Paix).

L'intervention de l'armée française en Centrafrique a naturellement été au centre des débats, «*car elle suscite bien des interrogations dans la population*».

Pour les militants locaux du Mouvement de la Paix, «*comme pour le Mali où la guerre se poursuit, gouvernement et médias ont expliqué que l'intervention de la France répondait à une situation désespérée alors qu'elle était périlleuse depuis longtemps au Mali comme en Centrafrique*». Les pacifistes expliquent que les grandes puissances et le gouvernement français en étaient parfaitement informés, «*Médecins sans frontières ayant appelé au secours pour la Centrafrique depuis déjà deux*



Une vue de l'assemblée

ans». Pourquoi donc une intervention maintenant, alors que l'Afrique du Sud la désapprouve, pour quels véritables objectifs, dans l'idée de quelles solutions, autant de questions qu'il faut aborder publiquement.

Dans un communiqué le Mouvement de la Paix écrit : «**Pour prévenir les drames et construire la paix, le monde dispose d'un outil, l'ONU, qui a permis de régler bien des conflits depuis 1947**». C'est ainsi l'appel à une légitimité internationale qui prend toute sa force.



Albertville

Une agréable après-midi autour des livres et des chansons

Organisée avant Noël par la section d'Albertville du PCF avec le

concours de la librairie Jean-Jacques Rousseau, cette initiative a encore connu le succès. Outre les nombreux livres présentés, trois auteurs dédicaçaient leurs ouvrages. **Christophe Gauthon**, universitaire en Savoie, présentait l'Atlas des montagnes dont il est le co-auteur avec Xavier Bernier. Richement illustré par le cartographe Alexandre Nicolas, ce livre montre la diversité et l'importance géopolitique des montagnes. **Michel Etiévent**, auteur savoyard, biographe de Guy Môquet et d'Ambroise Croizat père de la Sécu, offrait un choix varié de chroniques et d'ouvrages sur la Savoie, notamment sur les ouvriers et les résistants. Et **Marianne Henriot** dédicaçait son livre à destination des adolescents : La boîte à outils.

En fin de journée, le groupe vocal **Le Chiffon Rouge** interpréta une douzaine de chansons engagées, du Front Populaire à nos jours. La présence d'un public attiré par le programme proposé témoigna de l'intérêt ressenti pour cette initiative conclue par le verre de l'amitié.

Gérard Simon

Chambéry

L'Oeil consacre une soirée à Diderot le mardi 14 janvier à 18h30 à Vaugelas

L'association l'œil commence l'année par une soirée consacrée à Diderot, le célèbre encyclopédiste des Lumières, le mardi 14 janvier, à 18h30, au lycée Vaugelas de Chambéry (rue Jean-Pierre Veyrat).

La conférence sera animée par Gerhardt Stenger, maître de

conférences à l'université de Nantes, spécialiste de la littérature et de l'histoire des idées du siècle des Lumières. Il travaille principalement sur Diderot et sur Voltaire.

Diderot va consacrer 20 ans de sa vie à l'Encyclopédie et conduira l'entreprise au succès tout en trouvant le temps de se consacrer à des romans, des essais philosophiques, des drames ou des critiques littéraires et théâtrales.

Attention, la salle de théâtre du lycée Vaugelas ne contenant qu'une centaine de places, et la moitié étant prise par les élèves et leur famille, il est prudent de réserver en téléphonant à Bernard Carrère au 04 79 68 37 13.



Albertville

Grève à l'ESAT

Les salariés de l'ESAT, unité de travail attachée à l'association «Les Papillons blancs d'Albertville», se sont mis en grève le mardi 17 décembre. Ce mouvement, rare de la part d'une corporation peu souvent en grève, a dû se poursuivre devant l'indifférence affichée par la Direction lors de cette première journée (13 encadrants sur 13 en situation de travail ce jour là en grève).

Une lettre rédigée par les salariés au directeur indique : «*Par l'intermédiaire de ce mouvement, nous voulons attirer votre attention sur les modifications d'horaires que vous nous imposez pour 2014 engendrant la baisse du nombre d'encadrants accompagnant les personnes accueillies pendant les temps de repas. Ces changements vont impacter sur la qualité de notre accompagnement éducatif et sur nos conditions de travail... Lors de ces temps de repas, nous intervenons à différents niveaux : prises en charge médicamenteuse, prise en compte des vulnérabilités de chacun, soutien à l'apprentissage et au*

maintien des acquis et des convenances sociales. Notre présence permet de maintenir la convivialité et de favoriser les échanges où chacun a la possibilité de s'exprimer ; elle rassure et aide à endiguer les conflits. Nous refusons que notre rôle pendant ces temps de repas se réduise à de la surveillance. A ce titre nous revendiquons l'application de l'horaire que nous vous avons proposé le 12 décembre 2014. Cet horaire inclut les temps de pauses conformément à votre demande. Nous sommes prêts à négocier sur ces bases».

La Direction, «*s'abritant derrière des pressions financières, voudrait en faire porter le coût aux encadrants, en prenant sur les temps de repas, pour diminuer leur temps de travail aujourd'hui de 38 heures par semaine et le faire tomber à 37 h...*» (Ce qui supprimerait environ 6 jours de RTT par an, ce qui n'est pas rien !). Les salariés concernés refusent et considèrent que ce n'est pas de la réduction d'un avantage acquis dont on parle mais de la remise en cause d'un moment important dans la prise en charge de ces personnes vulnérables qui ont besoin d'autre chose qu'une simple surveillance pendant les repas.

Après un peu plus de 2 jours de grève, les portes de la négociation se sont enfin ouvertes le jeudi !... Quoi qu'il en soit, ces deux jours de grève, de présence permanente, de solidarité, debout devant l'entrée de l'établissement jusqu'à 16h30 sous les fenêtres de la Direction, auront fait chaud au cœur des grévistes, avec la visite et le soutien de syndicats du bassin, du Front de Gauche dont de nombreux communistes. Cette grève aura permis aussi de montrer que la résignation, l'acceptation de se laisser enfouir de plus en plus dans le recul social, la démobilisation ne sont pas d'actualité. Sans en connaître tous les résultats, cette action servira pour les combats à venir. Comment ne pas finir par cette belle citation, de **Victor Hugo** «**Ceux qui vivent, ce sont ceux qui luttent**», à laquelle avec mes camarades de l'ESAT nous pouvons fièrement rajouter : «**Ceux qui luttent ne sont pas sûrs de gagner mais ceux qui ne luttent pas ont déjà perdu**».

Gilles Cointy

Et le social ?

«*Voilà plus de vingt ans camarades...*» que la piscine municipale d'Albertville est fermée, contre la promesse bon marché d'un magnifique centre inter communal multisports. Cette piscine faisait le plein en été de la population des quartiers. Comme disait un Inspecteur d'Académie, supprimons la médecine scolaire, tout le monde a un médecin de famille !

Tout cela pour évoquer deux projets, celui de la rénovation de la maison Botta, celui de la Halle Olympique, ce dernier suscitant une controverse relative au dépassement financier plus qu'important. Mais comme l'affirme doctement Franck Lombard, «*on a fait le choix de la durabilité. C'est facile de réduire à 6 millions. Dans ce cas, on ne fait pas l'extension de la patinoire...*». Admirable syllogisme.

A la maison Botta qui deviendra le «*Parc de Jade*», le promoteur Nexity adjoindra un système de résidence *de plus en plus répandu en France*, s'adressant à des retraités autonomes à qui on proposera une gamme de services particulièrement compétents : Piscine, restaurant, salle de sports, bus interne, manucure, etc.

Nous ne sommes pas systématiquement contre le développement attractif d'Albertville. Peut-être est-il permis d'enrichir un débat qui n'a pas eu lieu, par l'adjonction au répertoire de ces sympathiques projets, de réalisations qui servent à toute la population et dépassent le seul bien-être de retraités déjà nantis, ou la perspective d'obtenir la coupe Davis ou le mondial de handball. Autrement dit, si on peut tout faire, tant mieux, mais s'il faut faire des choix, on aimerait que ceux-ci ne s'opèrent pas toujours dans le même sens.

Marie-Christine Vergiat, élue européenne du Front de gauche pour le Sud-est, a fait du bon travail

Dans ses vœux, l'élue européenne du Front de gauche, Marie-Christine Vergiat (*qui n'est engagée dans aucun parti*), souhaite que **«nul n'oublie que c'est ensemble que nous sommes fort(e)s»**, rappelant ainsi que nécessité fait loi.

Elle écrit, et cela semble bien concerner les actuelles difficultés du Front de gauche : *«Nos différences sont une richesse, et ce qui est vrai sur le plan des idées l'est aussi sur le plan organisationnel. Encore faut-il d'abord penser à ce qui nous est commun et à ce que nous voulons construire ensemble. C'est en ayant cet objectif en ligne de mire que nous pouvons rassembler le plus largement possible pour porter haut et fort ces alternatives politiques dont nous avons tant besoin en France et, plus largement, en Europe»*. Notre journal se reconnaît totalement dans ces propos.

Marie-Christine Vergiat profite de ses vœux pour rappeler ses dernières interventions au parlement européen (*elle y est très*

présente et très active, respectant pleinement le mandat que les électeurs lui ont donné), ou dans les médias.

Dans la revue *«Contretemps»*, elle a publié un article argumenté sur *«le grand marché transatlantique»*, puis, dans la revue de la Fondation Transform, une contribution sur *«le défi majeur que représente la question de l'immigration pour la gauche européenne»*, enfin, dans Regards, une analyse intitulée *«après le congrès du Parti de la gauche européenne»*.

Au parlement européen, elle a voté contre l'imposition de la discipline budgétaire (*avec les coupes budgétaires qu'elle entraîne*), contre le rapport sur la mise en œuvre de la politique de sécurité et de défense commune (*qui donne aux forces armées un rôle central pour la sécurité des voies d'approvisionnement énergétique et des axes commerciaux*), elle a dénoncé la résolution relative au programme de Doha, s'est prononcée pour le programme de lutte contre le réchauffement climatique, est intervenue sur la terrible situation des travailleurs migrants au Qatar (*un pays où les droits de l'homme sont inexistants, ce qui ne gêne guère les ultralibéraux d'Europe !*), a dénoncé la volonté européenne de favoriser un endettement des étudiants *«à l'américaine»* et le leitmotiv austéritaire de la majorité des parlementaires européens, bref, **elle a fait, et bien fait, son «travail» de parlementaire européenne du Front de gauche**. Cela devrait compter pour les prochaines élections.

Des livres à la librairie Jean-Jacques Rousseau

En partenariat avec diverses associations, les Amis de la librairie Jean-Jacques Rousseau, à Chambéry, organisent souvent des rencontres avec les auteurs de livres politiques.

Parmi tous les ouvrages de la librairie, deux livres ont été dernièrement proposés pour une rencontre. Il s'agit de *«La violence des riches»* et de *«Silence Turquoise»*.

«La violence des riches». Écrit par Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, *«La violence des riches»* est *«la chronique d'une immense casse sociale»*.

En effet, sur fond de crise, la casse sociale bat son plein, et, au-delà de l'aspect choquant des licenciements boursiers, il s'agit d'une phase *«d'intensification multiforme de la violence sociale»*. Au travers d'enquêtes, de portraits et de données chiffrées, *«Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot dressent le constat d'une grande agression sociale, d'un véritable pilonnage des classes populaires, un monde social fracassé, au bord de l'implosion»*. A lire.

«Silence Turquoise». Laure de Vulpian est journaliste à France Culture. Son livre *«Silence Turquoise»* révèle la vérité sur l'opération *«humanitaire»* confiée à l'armée française au Rwanda, après le massacre des Tutsis et des Hutus démocrates.



L'enquête de Laure de Vulpian s'appuie sur le témoignage de Thierry Prunnaud, un sous-officier, ancien du GIGN qui *«a fait»* Turquoise au sein du commandement des forces spéciales. Il sait donc de quoi il parle !

Le livre *«met en évidence les faiblesses de la mission parlementaire Quilès, la campagne de désinformation orchestrée par une poignée de hauts responsables militaires et politiques, les mensonges des officiers supérieurs»*. Ce livre ne serait-il pas terriblement actuel ?...

Allos Sports

Tous les sports : en fin d'année sportive, la trêve des confiseurs laisse place aux réflexions et aux récompenses. *Le Dauphiné Libéré* a récemment décerné des distinctions honorifiques aux sportifs savoyards. La sportive de l'année est une skieuse beaufortaine, handi-sports, Marie Bochet quintuple championne du monde, exploit exceptionnel. Dans les sports collectifs, le SO Chambéry rugby, champion de France de Fédérale 2 (4^e niveau national) est logiquement mis à l'honneur. Pour la 5^e fois, les rugbymen chambériens obtiennent le titre national, 80 ans après celui de 1933 et 33 ans après la victoire en groupe B. Pour 2014, souhaitons de bons résultats à tous les clubs de rugby de Savoie mais les interrogations ne manquent pas. Le SOC pourra-t-il se maintenir en Fédérale 1 après un début de saison satisfaisant ? L'US Monmélian parviendra-t-elle à conserver sa place en Fédérale 2 malgré le retard accumulé lors des matchs aller ? Aix les Bains et le SOU Albertville ont-ils des chances de rejoindre la Fédérale 3 ?

Handball : La série noire s'est achevée pour le Chambéry SH qui a triomphé, de fort belle manière, du leader Dunkerque. Ce succès rassurant est-il le précurseur d'une fin de saison plus conforme aux possibilités d'un club dont le goal Dumoulin et les arrières N'Guessan et Nyokas sont sélectionnés pour le prochain championnat d'Europe des nations en janvier ? Par ailleurs, c'est un très beau cadeau que l'ancienne Red Girl d'Albertville Emilie Coigny a offert à son père Gilles et à son oncle Thierry, figures du hand départemental, en remportant la Coupe de la Réunion, terre de handball où ont fleuri les talents de Narcisse et Richardson, épanouis ensuite en Savoie. Emilie confirme ainsi sa première place sur le podium familial.

Basket : Belle fin d'année 2013 pour Aix-Maurienne avec une dernière victoire contre Saint-Vallier. Le club a trouvé sa voie pour la qualification.

Sports d'hiver : Les sportives et sportifs savoyards qui préparent les JO de Sotchi craignent autant les blessures que les montagnes russes mais nous leur souhaitons bonne chance. Et parmi les espoirs du biathlon français, Coline Varcin, qui n'a pas un niveau laid, s'est récemment distinguée à la grande joie de ses grands-parents, nos amis Ginette et Gérard. Coline prend de la hauteur dans sa spécialité.

G. Simon

Collectivités territoriales

La question de la démocratie

La question des communautés de communes n'est généralement abordée que sous l'angle de la solution « technique » au développement local. Le regroupement permettrait de supprimer des doublons et de réaliser ainsi des économies. Cette vision des choses est très parcellaire.

Tout d'abord, les économies espérées sont très rarement réalisées (*la Cour des comptes parle même de nouvelles dépenses*). Ensuite, un grand nombre des réalisations communales effectuées aurait pu l'être par de simples syndicats intercommunaux. Enfin le social et le service public sont bien souvent la dernière roue du char.

Mais surtout, les élus libéraux refusent que les choses se construisent avec les populations, dans le cadre d'une élaboration collective et démocratique du projet. « *Ceux qui savent* » ne veulent pas être importunés par les « *questionneurs* » (*nous avons un autre mot en tête...*). Le comble est atteint avec le projet gouvernemental de grandes métropoles qui exclut toute consultation populaire. Quant à Hervé Gaymard, il envisage toujours de fusionner Savoie et Haute-Savoie sans demander leur avis aux Savoyards.

C'est un combat à mener : les citoyens ont leur mot à dire dans la construction des communautés de communes. La fédération de Savoie du PCF propose une pétition dans ce sens sur son site.

Grenoble

Les forces dites « de l'ordre » blessent grièvement un pompier lors d'un rassemblement revendicatif

Suite à ce qui s'est passé le 27 décembre devant la préfecture de l'Isère, nous publions ci-dessous des extraits de la lettre de la sœur du pompier grièvement blessé. Elle écrit : « *Lors d'une manifestation, mon frère Quentin, pompier de 31 ans à la caserne de Seyssinet, a été grièvement blessé par les forces de l'ordre massées devant la préfecture. Touché par un projectile (flashball ?), il s'est écroulé dans une mare de sang. Traumatisme crânien, nez brisé et œil bousillé, il a été évacué au CHU de La Tronche. Après une opération de près de 4 heures, son œil n'a pu être sauvé.*

Les faits indiquent que les forces de l'ordre étaient là pour casser du pompier. Ces derniers manifestaient pacifiquement contre l'augmentation de leur temps de travail sans contrepartie financière au moment où le conseil d'administration du SDIS était réuni en préfecture. Je m'indigne qu'il ait refusé de recevoir une délégation. Je m'indigne contre le préfet qui a fait venir 11 cars de CRS contre 150 pompiers pacifiques. Je m'indigne contre le Dauphiné-Libéré qui désinforme en affirmant que les pompiers ont projeté de l'essence contre les forces de l'ordre. Je m'indigne qu'un homme perde un œil en défendant ses droits ».

contre la hausse des tarifs des transports scolaires le mouvement s'amplifie autour des élus Front de gauche !

Notre journal en a déjà rendu compte, au Conseil général de la Savoie, seuls les deux élus du Front de gauche, Christiane Lehmann et Jean-Louis Portaz, se sont opposés à la hausse des tarifs des transports scolaires. **Tous les autres conseillers généraux (tous !) ont voté pour**, qu'ils soient UMP, «*indépendants*», PS ou Verts. Mais des résistances sérieuses commencent à s'exprimer.

Malgré le vote des élus, le CDEN 73 refuse la hausse des tarifs !

Mais si ces élus, visiblement coupés de la vie des gens, ignorant leurs difficultés, ont approuvé l'augmentation des tarifs, ils sont loin de faire l'unanimité dans le département ou dans les instances paritaires. Ainsi, lors de sa réunion du 13 décembre, le Conseil départemental de l'éducation nationale (*le CDEN, organisme paritaire dont la consultation est obligatoire pour modifier les règles du transport scolaire*) a majoritairement repoussé le projet de hausse des tarifs présenté par le Conseil général (*par 15 voix contre 2 et 2 abstentions !!!*).

Seuls deux conseillers généraux présents à ce CDEN ont voté pour, le vice-président chargé des transports n'étant même pas là... Christiane Lehmann (*qui siège au CDEN en tant qu'élue*), les représentants des parents et des enseignants, les membres des DDEN et de la FOL ont rejeté l'augmentation des tarifs. La représentante de la CFDT et la conseillère régionale socialiste Noëlle Aznar-Molliex (*candidate PS aux municipales d'Albertville*) se sont abstenues.

Certes, l'avis du CDEN n'est que consultatif, mais il indique un «*climat*» dont le Conseil général ferait bien de tenir compte.

L'action contre l'augmentation du prix des transports s'amplifie

La pétition lancée par les deux élus du Front de gauche (*à laquelle s'ajoute celle initiée par le PCF et notre journal*) contre l'augmentation du prix des transports scolaires recueille de plus en plus de signatures. On peut la signer en ligne, et nous vous appelons à le faire, sur <http://www.petitionpublique.fr/?pi=P2013N45406>.

Les fallacieux arguments du Conseil général

Pour emporter l'adhésion des membres du CDEN, le Conseil général leur avait fait passer un «*argumentaire*». Christiane Lehmann en démontra la faiblesse, voire la vacuité. «*Le contexte est défavorable*», expliquent les plumitifs d'Hervé Gaymard, et le passage à quatre jours et demi de classe (*du fait de la réforme des rythmes scolaires*) va coûter 1 million d'euros. Mais des économies de l'ordre de 2 millions d'euros avaient été réalisées en 2009 lors du passage de quatre jours et demi à quatre jours... **sans que les familles en aient bénéficié !** Ensuite, le Conseil général minimise l'impact financier sur les familles, confondant le revenu moyen (*calculé fictivement par unité de consommation*) avec celui des ménages.

Evidemment le Conseil général pointe l'augmentation de la TVA pour justifier sa volonté d'augmenter les tarifs des transports scolaires. Mais, parmi les conseillers généraux savoyards qui ont voté en faveur de l'augmentation des tarifs, il y a des députés et des sénateurs qui, à Paris, ont accepté la hausse de la TVA ! Et ils viennent maintenant dire à Chambéry qu'à cause de la hausse de la TVA, on ne peut pas faire autrement qu'augmenter les tarifs des cars scolaires ! Comme si cette hausse de TVA tombait du ciel et n'était pas due à un choix gouvernemental qu'ils ont soutenu ! Il y a là une inacceptable hypocrisie. Dont Hervé Gaymard a dû se régaler, mais que les familles n'ont pas à payer.

« Cap à gauche » se prononce pour des centres municipaux de santé

La liste municipale Chambérienne «*Cap à gauche*» est désormais très engagée dans la bataille électorale. Des réunions de quartiers sont d'ores et déjà programmées, des initiatives marquantes ont déjà eu lieu, d'autres sont prévues.

Concernant la santé, «*Cap à gauche*» se prononce pour la création de centres municipaux de santé, estimant que «*la prévention est moins chère que la réparation*».

Cette liste alternative, soutenue par le PCF et le courant Gauche unitaire de Christian Picquet, constate que «*plus de 30% de la population est dans le renoncement aux soins pour des raisons financières*».

Dans un tract largement diffusé dans Chambéry, «*Cap à gauche*» écrit : «*L'augmentation de la précarité, du chômage, la baisse du pouvoir d'achat et la concentration des services accentuent le renoncement aux soins*».

Il s'agit donc d'agir pour le droit à la santé dans l'agglomération. D'autant que les fermetures au public de services décentralisés comme radiographie ou laboratoires rendent l'accès aux soins plus difficile. D'où la proposition de la liste.

C'est au pied d'immeubles des quartiers (*autour d'une galette*) que les candidats de la liste entendent discuter avec les habitants de cette idée de centres municipaux de santé (*avec une prise en charge des soins à 100 %, condition indispensable pour que tout le monde y ait accès*).

Pour Guy Fajeau (*tête de liste de «Cap à gauche*»), la question de la santé est une question très importante dont il faut se saisir à bras le corps, en agissant fort sur la prévention.

Par sa proposition, «*Cap à gauche*» met le social au cœur de son action.

Santé

Une lettre de René Palanque au préfet de la Savoie

Suite à un problème de santé, notre ami et camarade René Palanque a envoyé la lettre qui suit au préfet de la Savoie. Nous la reproduisons intégralement.

Monsieur le préfet,

en m'excusant de vous importuner avec mes petites misères personnelles, je voudrais vous faire part, à travers une anecdote, d'une question qui intéresse toute la population.

J'ai 77 ans. Le **samedi** 14 décembre j'ai été agressé par une bronchite virale qui, au cours d'un week-end sans médecins, a évolué en complications respiratoires se précisant en crise d'asthme sévère. Ayant décroché un rendez-vous chez mon médecin référent pour le lundi 16 à 21h, à **Albertville** (*J'habite Mercury*), je l'ai quitté sur l'information qu'il m'a donnée alors : «*Je vous signale que la pharmacie de garde est à Epierre, mais dans votre état, je ne vous conseille pas d'y aller !*». Il m'avait pourtant prescrit un traitement à prendre **immédiatement**.

J'ai donc passé une troisième nuit...d'enfer. Ce préambule appelle de ma part quelques observations : il n'y aurait donc pas de pharmacie de garde à Albertville, troisième ville de Savoie ? Etrange... «*C'est relativement récent, confirme mon pharmacien, c'est comme ça*».

Abasourdi par ce progrès social en matière de santé, j'essaie

d'imaginer une maman seule avec un bébé qui a une otite, obligée de faire quatre vingt kilomètres aller-retour dans le mauvais temps pour trouver les médicaments anti douleur, un diabétique en manque ou je ne sais quelles autres situations du même acabit, sans parler de la mienne. Vous me direz que j'aurais pu aller aux Urgences, qui m'auraient délivré une ordonnance pour la pharmacie de garde... à Epierre. Mais les urgentistes dénoncent le dévoiement de leur mission, et ils ont raison. Il n'est que de voir la «*cour des miracles*» qui fait la queue tous les soirs aux Urgences de l'hôpital. Donc, il y a un problème qui exige une réponse.

Je n'ai aucun préjugé sur les personnels de santé, le corps médical et les officines qui ont une mission de service public, directement ou indirectement, au contraire (*on est bien content de les trouver, et fort marri lorsqu'ils disparaissent*). J'estime qu'une réponse à la souffrance de la population doit être une réponse de proximité, que la raréfaction ou l'éloignement des services ad-hoc constituent une dégradation sérieuse de la santé publique, que les personnels ou services d'astreinte doivent être indemnisés correctement, si telle est l'une des raisons, entre autres, de la situation actuelle.

Enfin, et ce n'est plus le sujet mais je ne peux m'empêcher de l'évoquer, je suis étonné de constater que le grand nombre de consommateurs qui réclame l'ouverture des commerces le dimanche reste remarquablement silencieux sur une question qui touche l'ensemble des administrés de ce pays. Il semblerait que la consommation du dimanche soit de loin plus prioritaire que la nécessité de se soigner !

Je ne sais, Monsieur le Préfet, si vous me répondrez, quoi qu'il en soit je garde l'espoir que ma lettre déclenchera une démarche dans le bon sens. Je vous prie de croire à l'assurance de mes sentiments respectueux.

René Palanque

Remarquable succès du réveillon du 31 organisé par les Allobroges savoyards

La photo ci-contre le prouve à l'évidence, le réveillon des Allos a été un très grand succès avec **plus de 600 couverts** ! Ce succès n'a été possible que grâce au dévouement de nombreux militants et bénévoles qui y ont travaillé et que nous remercions très fortement.

De l'ambiance, une musique de qualité, de la danse, de la joie et de la convivialité, le réveillon des Allobroges a été très apprécié de tous les participants. A l'année prochaine !



Le coût de l'austérité

Les dirigeants politiques ultralibéraux sont sérieux (*pour répondre aux exigences du patronat*) et mènent une politique d'austérité (*pour les peuples, pas pour les nantis !*). L'ardoise à payer est particulièrement lourde. Désormais, des Grecs ont faim et n'ont même plus de TV publique, de jeunes Italiens immigrer

comme un siècle plus tôt, le chômage a envahi la jeunesse espagnole, des millions de salariés sont payés une misère en Allemagne, le Royaume-Uni bat des records pour le nombre d'enfants pauvres, les Restaurants du Cœur affichent complet en France, la consommation s'affaisse partout. L'Europe qu'on nous avait promis s'est dissoute dans l'austérité.